

Marché n° 2024024DFAPBTX

Désamiantage dans le cadre de la réhabilitation de l'escalier du Bâtiment Jacob d'Université Paris Cité

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Type de marché : Travaux

Procédure de passation : Procédure adaptée

Service technique référent de l'Université :

Direction Déléguée Patrimoine Immobilier, Logistique, Environnement, Prévention,
Sécurité
Campus Saint-Germain-des-Prés
45, rue des Saints-Pères - 75006 PARIS

TABLE DES MATIÈRES

1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU MARCHÉ	4
1.1. Objet et forme du marché	4
1.2. Durée du marché	4
1.3. Allotissement	4
1.4. Tranches, variantes et prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	4
2. DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
3. CONDITIONS D'EXÉCUTION	5
3.1. Période de préparation des travaux	5
3.2. Suspension des travaux	5
3.3. Opérations préalables à la réception	5
3.4. Réception et garanties	6
3.5. Documents à fournir après réception	6
3.6. Marchés complémentaires	7
3.7. Correspondants	7
4. PRIX, RÉVISION DES PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT	7
4.1. Forme et nature du prix	7
4.2. Actualisation du prix	7
4.3. Circonstances imprévisibles	8
4.4. Modalités de paiement	8
4.4.1. Avances	8
4.4.2. Acomptes	8
4.4.3. Décompte général et définitif	8
4.4.4. Retenue de garantie et cautions	9
4.5. Conditions de facturation	9
4.5.1. Facturation	9
4.5.2. Délai de paiement	10
4.5.3. Cession ou nantissement de créances	11
5. PÉNALITÉS	11
5.1. Pénalités pour inexécution ou mauvaise exécution des prestations	11
5.2. Pénalités relatives au non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail	12
7. RÉSILIATION	13
7.1. Résiliation du titulaire	13

7.2.	Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	14
8.	<i>ASSURANCES ET DOCUMENTS RELATIFS AU CODE DU TRAVAIL</i>	14
9.	<i>MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE</i>	15
9.1.	Changement de dénomination sociale du titulaire	15
9.2.	Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire	15
10.	<i>MODIFICATION DU MARCHÉ - CLAUSES DE RÉEXAMEN</i>	16
10.1.	Modification du marché	16
10.2.	Prestations similaires	16
11.	<i>SOUS-TRAITANCE</i>	16
12.	<i>DROIT, LANGUE, MONNAIE</i>	16
13.	<i>VOIES DE RECOURS</i>	17
14.	<i>DÉROGATIONS AU CCAG-Travaux</i>	17

1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU MARCHÉ

1.1. Objet et forme du marché

Le présent marché a pour objet d'effectuer les prestations de désamiantage des carrelages dégradés des murs sur les paliers du 2ème et 5ème étage ainsi que dans la cage d'escalier de ces deux niveaux dans le cadre de la réhabilitation de l'escalier du Bâtiment Jacob d'Université Paris Cité. Il s'agit plus précisément du retrait des matériaux et produits contenant de l'amiante ou pollués par des fibres d'amiante.

Il s'agit d'un marché de travaux au sens de l'article L111-2 du code de la commande publique (CCP).

La description complète des travaux à réaliser figure au CCTP.

1.2. Durée du marché

- Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification.
- Un ordre de service est émis pour le démarrage des travaux.
- Les travaux se terminent à la réception des travaux sans réserves.
- Le marché se termine à l'issue de la garantie de parfaite achèvement.

Le planning détaillé d'exécution permet la détermination des éventuels retards du titulaire dans l'exécution des travaux et l'application des pénalités prévues. Ce planning est établi à partir du planning prévisionnel proposé par l'attributaire du marché. Le planning détaillé d'exécution est remis au maître d'œuvre puis soumis à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur avant le démarrage des prestations.

1.3. Allotissement

Le présent marché constitue un marché unique en application des articles L2113-11 et R2113-2 du CCP car les travaux sont indissociables et interdépendants.

1.4. Tranches, variantes et prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le présent marché ne comporte ni tranches, ni variantes ni PSE.

2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents de marché et correspondances y étant relatives sont rédigées en français.

Les documents contractuels du marché dont seuls les exemplaires détenus par le pouvoir adjudicateur font foi en cas de litige prévalent par ordre décroissant d'importance ci-après :

- L'acte d'engagement (ATTRI1), daté et signé par le titulaire du marché et le représentant légal du pouvoir adjudicateur ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes, documents graphiques etc. ;
- La DPGF
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre du titulaire.

Toute clause portée dans les tarifs ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives est réputée non écrite.

Tous les textes législatifs et/ou réglementaires ainsi que toutes les normes françaises et européennes en vigueur sont applicables. La signature de l'acte d'engagement vaut connaissance pleine et entière de l'ensemble des pièces constitutives du marché par le titulaire.

3. CONDITIONS D'EXÉCUTION

3.1. Période de préparation des travaux

La période de préparation est incluse dans le délai d'exécution du marché.

Le titulaire doit dresser au cours de la période de préparation un programme d'exécution des travaux conforme à l'article 1.8 du CCTP.

Le programme d'exécution des travaux précise notamment les matériels et les méthodes qui seront utilisés et le calendrier d'exécution des travaux précisant la date de démarrage des travaux et leur durée d'exécution. Une réunion préparatoire initiale sera tenue à cet effet. Le programme d'exécution des travaux est validé par le Maître d'Œuvre avant le démarrage des travaux.

3.2. Suspension des travaux

Conformément à l'article 53.3 du CCAG Travaux : lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des travaux ou des prestations est prononcée par le maître d'ouvrage. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, le maître d'ouvrage se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des travaux ou des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des ouvrages, des parties d'ouvrages exécutées, des matériaux approvisionnés et des immobilisations de matériels et de personnels ainsi que, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché du fait de la suspension et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par cette suspension.

À défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 55 du CCAG Travaux.

3.3. Opérations préalables à la réception

L'article 41 du CCAG (Cahier des Clauses Administratives Générales) applicable aux marchés publics énumère les opérations préalables à la décision de réception dans le bâtiment :

- la reconnaissance des ouvrages réalisés ;
- les épreuves prévues par le marché ;
- la constatation ou non de prestations prévues au marché, mais qui n'auraient pas été réalisées ;
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements afin de faire valoir leur garantie ;
- la constatation ou non de malfaçons et/ou d'imperfections ;
- la constatation de la remise en état des terrains et des lieux ainsi que du repliement des installations de chantier ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Toutes ces opérations feront l'objet d'un procès-verbal, dressé sur place par le maître d'ouvrage.

La procédure de déroulement des OPR se scinde en trois parties :

1) La demande de réception

Dans le cas d'un marché alloti, c'est aux entrepreneurs principaux (exemple : gros œuvre) que revient cette charge.

2) La convocation

Elle est prévue à compter de la fin des travaux ou de la date de demande de l'entrepreneur BTP dans le cas où les travaux sont déjà terminés. Tous les entrepreneurs contractants sont convoqués. Les autres participants tels que les fournisseurs ou les sous-traitants ne sont pas invités à participer.

3) Le procès-verbal

Enfin, un procès-verbal est dressé afin de constater les ouvrages exécutés et les inexécutions, les malfaçons s'il y en a et le repli du chantier.

Plus précisément, le PV de chantier devra contenir :

- la référence au marché et à l'entreprise ;
- la date d'établissement du procès-verbal de réception des travaux ;
- le bâtiment visité ;
- les personnes présentes ou représentées ;
- les personnes convoquées mais absentes ;
- la liste des vérifications effectuées ;
- les informations sur les travaux avec notamment les prestations exécutées et les inexécutions ;
- des informations sur la libération du terrain et le repli du chantier avec l'enlèvement des installations qui étaient nécessaires à l'exécution des travaux ;
- la liste des réserves ou des vices apparents ;
- la signature : il doit être signé par toutes les entreprises présentes. Si l'une d'entre elles ne souhaite pas signer, elle doit en faire mention sur le procès-verbal.

3.4. Réception et garanties

La réception est l'acte par lequel le pouvoir adjudicateur accepte les travaux avec ou sans réserves. Les dispositions qui s'appliquent sont celles de l'article 41 et suivants du CCAG travaux.

La réception des ouvrages a lieu à l'achèvement de l'ensemble des prestations afférentes à l'exécution de l'opération. La date d'effet de la réception est celle de l'achèvement de l'ensemble des prestations afférentes à la réalisation de l'opération.

Conformément à l'article 44.1 du CCAG-Travaux, le délai de garantie contractuelle est fixé à un an. Pendant ce délai, le titulaire est tenu à une obligation de parfait achèvement. À l'expiration du délai, le titulaire est dégagé de ses obligations contractuelles, à l'exception des garanties particulières (garantie biennale, garantie décennale). Si à l'expiration du délai de garantie contractuelle le titulaire n'a pas procédé aux travaux objet des réserves, le délai de garantie pourra être prolongé par l'Université jusqu'à l'exécution complète des travaux.

3.5. Documents à fournir après réception

À la fin des travaux, pour la livraison de l'ouvrage, outre le Dossier de récolement, le titulaire devra établir toutes les notices d'entretien d'utilisation nécessaires ainsi que le Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage (D.I.U.O.). Le titulaire devra instruire le personnel chargé de l'entretien sur les réalisations des installations. Le dossier de récolement sera établi par le titulaire et remis au Maître d'Œuvre le jour de la réception des travaux. La non-production de ce dossier par le titulaire pourra faire obstacle à la réception.

Ce dossier sera transmis en autant d'exemplaires que demandés par le maître d'œuvre.

3.6. *Marchés complémentaires*

L'Université se réserve le droit de conclure des marchés complémentaires en application l'article R2322-11 du Code de la commande publique.

3.7. *Correspondants*

Afin de faciliter l'exécution des prestations et pour assurer un suivi de qualité des marchés conclus sur le fondement du présent marché, le titulaire s'engage à communiquer aux correspondants les coordonnées précises d'un interlocuteur permanent (nom, adresse, téléphone, fax, e-mail) à l'article D de l'ATTRI 1. Cet interlocuteur doit posséder toutes les compétences lui permettant de prendre immédiatement les décisions inhérentes à sa fonction et doit être joignable aisément et notamment en cas d'urgence. Tout changement d'interlocuteur durant l'exécution du marché doit être communiqué aux correspondants techniques sur le site dans un délai de 72 heures. En cas de non-respect de ce délai, les pénalités prévues à l'article 5 du présent CCAP s'appliquent.

4. PRIX, RÉVISION DES PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

4.1. *Forme et nature du prix*

Le prix du marché est global et forfaitaire. Il est renseigné dans l'ATTRI 1 et détaillé dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement ces prestations, ainsi que tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations prévues par le marché. Ils tiennent compte de toutes sujétions nécessaires à l'exécution desdites prestations.

Le prix est révisable selon les conditions définies ci-après.

4.2. *Actualisation du prix*

L'application de l'actualisation pour un marché à lieu lorsqu'un délai de plus de trois mois s'est écoulé entre la date à laquelle le candidat retenu avait fixé son prix dans l'offre et la date du début d'exécution des prestations de la phase concernée. Les prix seront actualisés selon la formule suivante :

$$P = P_o \times [BT(n-3)/BTo]$$

Dans laquelle :

P = prix actualisé HT

P_o = prix initial HT

BT(n-3) = c'est la valeur disponible de l'index concerné à la date de commencement des travaux moins 3 mois. Par exemple : si la date de commencement des travaux est le mois d'octobre 2022, on prend la valeur de l'index BT pour le mois de juillet 2022.

BTo = valeur de l'index BT au mois d'établissement du prix du marché.

Les coefficients d'actualisation seront arrondis au millième supérieur.

Liste des indices :

Indice de révision	Catégorie
BT01	Tous corps d'état et désamiantage

4.3. Circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur. S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

4.4. Modalités de paiement

4.4.1. Avances

Une avance de 5% peut être versée au titulaire dans les conditions prévues par les articles R2191-3 à R2191-19 et R2191-23 du code de la commande publique (sauf renonciation expresse du titulaire et en l'absence de mesures conjoncturelles contraires).

L'avance peut être de 20 % si le titulaire est une PME (conformément au décret n° 2020-1261 du 15 octobre 2020).

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint ou dépasse 65% du montant forfaitaire global du marché. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire. Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint 80% du montant forfaitaire global du marché au titre duquel est accordée cette avance.

Conformément aux dispositions de l'article R2191-9 du décret précité, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

4.4.2. Acomptes

Le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre sous la forme d'un projet de décompte (conformément à l'article 12.2 du CCAG Travaux).

Tout versement d'acompte s'effectue sur la base des prestations réellement effectuées (dans le cadre des articles L2191-4 et R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique).

Le montant des acomptes est calculé au prorata de l'avancement des prestations.

4.4.3. Décompte général et définitif

Le maître d'œuvre établit le projet de décompte général (article 12.4.1 du CCAG Travaux) qui comprend :

- le décompte final ;
- l'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'article 12.2.1 pour les acomptes mensuels ;
- la récapitulation des acomptes mensuels et du solde selon les éléments communiqués par le maître d'ouvrage.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le maître d'œuvre transmet le projet de décompte général au maître d'ouvrage dans un délai compatible avec les délais de l'article 12.4.2.

4.4.4. Retenue de garantie et cautions

Une retenue de garantie de 5 % est prélevée sur le montant de chaque acompte pour tout marché d'un montant supérieur à 50 000 € HT. Une garantie à première demande peut substituer la retenue de garantie.

Cette retenue de garantie peut être remplacée pour, au gré du titulaire, par une garantie à première demande conformément à l'article R 2191-36 du Code de la commande publique, qui devra être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions. Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée, ou complétée, dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. L'Université n'accepte pas les cautions personnelles et solidaires.

4.5. Conditions de facturation

4.5.1. Facturation

La facturation est effectuée par le titulaire à la validation des prestations.

Les modalités de présentation de la demande de paiement sont établies selon les conditions prévues à l'article 12 du CCAG Travaux.

Outre les mentions légales, les demandes de paiement doivent comporter, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET
- le numéro du compte bancaire ou postal
- le numéro du contrat
- **le numéro du bon de commande**
- **le numéro SIRET de l'Université : 13002573700011**
- la date d'exécution des prestations
- la nature des prestations exécutées
- la désignation de l'organisme débiteur
- la décomposition des prix forfaitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme.
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro entreprise).

Conformément aux articles L. 2192-5 et R. 2192-3 du code de la commande publique, le titulaire adresse sa facture électronique sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Portail Chorus PRO

Le titulaire adresse ses factures par voie électronique, conformément à l'ordonnance du 26 juin 2014 rendant obligatoire la facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics respectifs.

À cette fin, une solution gratuite et sécurisée, CHORUS PRO, est mise à disposition pour la transmission des factures sous forme dématérialisée.

Exemplaire original numérique transmis via le portail CHORUS PRO :

- Code structure : 13002573700011
- Codes services : SERVICE_FACT_AVEC_BC
- Numéro d'engagement : 45XXXXXXXXX

+ 1 copie par voie électronique à :

- louise.marchese@u-paris.fr
- Patrimoine.dfa@u-paris.fr

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

L'Université se libère des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter le montant dû au crédit du compte bancaire ouvert au nom du titulaire de chaque lot. Seules les prestations effectivement réalisées donnent droit à paiement pour les titulaires.

L'absence d'une des mentions obligatoires permettant l'identification certaine de la prestation entraîne le renvoi de la facture en recommandé avec accusé de réception et suspension du délai de paiement.

En application du I de l'article 2 du décret 2002-232 du 21 février 2002 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics, le délai global de paiement peut être suspendu jusqu'à remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

Les sommes dues doivent être réglées dans les 30 jours suivants la date de réception de la facture par le service facturier, sous réserve de sa conformité aux stipulations énoncées ci-dessus, à la réalisation de la prestation.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer l'Université.

- En cas de cotraitance :
 - ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
 - ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.
- En cas de sous-traitance : Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

4.5.2. Délai de paiement

Le délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture par le service facturier, sous réserve de sa conformité aux stipulations énoncées ci-dessus, à la réalisation de la prestation. Il est de 30 jours maximum. En cas de dépassement, des intérêts moratoires sont versés suivant le taux et la réglementation en vigueur.

Le défaut de paiement dans le délai prévu par le décret du 21 février 2002 modifié par le décret N°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement (pour la partie du marché pouvant être sous traitée). Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de refinancement appliqué par la BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Une indemnité forfaitaire de 40 euros est également versée de plein droit en cas de dépassement du délai prévu ci-dessus.

Le titulaire doit avertir sans délai le pouvoir adjudicateur de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet toute justification utile soit par mail à l'adresse suivante : achats.dfa@u-paris.fr

4.5.3. Cession ou nantissement de créances

Dans le cadre du présent marché, les créances peuvent être cédées ou nanties dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à R 2191-50 du Code de la commande publique.

5. PÉNALITÉS

5.1. Pénalités pour inexécution ou mauvaise exécution des prestations

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations après une mise en demeure par mail, non assortie de sanctions, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à l'application des pénalités énumérées ci-après.

Les pénalités sont cumulables.

- 1) Sur simple constat, en cas de retard, d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations : l'administration appliquera une pénalité forfaitaire de 100 € + 1/100ème du montant HT des travaux par jour calendaire de retard constaté entre la date contractuellement prévue et l'achèvement constaté des travaux.
- 2) En cas de non-respect du planning d'exécution qui aura retardé l'intervention d'autres corps d'état : Le titulaire subit l'application de la pénalité précédente à laquelle s'ajoute des pénalités de 100 € + 1/100ème du montant HT des travaux par jour calendaire de retard des autres corps d'état.
- 3) En cas de non présence, sans justification aux rendez- vous (de chantier, de mise au point, de programmation...): sera considéré comme absent, l'entrepreneur représenté par une personne incompétente, insuffisamment au courant des travaux ou en retard de plus de 15mn. Le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de **150 €**.
- 4) Sur simple constat en cas de non-respect des règles de sûreté (absence de mise sous clé, code d'alarme, perte de clé) : il sera fait application d'une pénalité forfaitaire de **150 euros (cent-cinquante euros)** par constatation du non-respect des règles de sécurité.
- 5) En cas de retard dans la délivrance du DOE et du projet de décompte final : il sera fait application d'une pénalité de **150 euros (cent cinquante euros)** par jour calendaire de retard entre la date de réception des travaux et la remise effective des éléments listés à l'article 40 du CCAG travaux et ce sans mise en demeure préalable.
- 6) En cas de retard dans la délivrance des plans EXE au MOE : il sera fait application d'une pénalité de **100 euros (cent euros)** par jour calendaire de retard entre la date de réception des travaux et la remise effective des plans EXE et ce sans mise en demeure préalable.

7) En cas de retard dans l'ajustement d'un document suite à la demande du MOA : il sera fait application d'une pénalité de **50 euros (cinquante euros)** par jour calendaire de retard et ce sans mise en demeure préalable, si le titulaire n'a pas modifié les documents dans un délai de 7 jours à compter de la réception de cette demande.

8) En cas de découverte d'un sous-traitant non agréé : il sera appliqué une pénalité de **2500 € (deux milles cinq cent euros)** par infraction constatée à laquelle s'ajoute une pénalité de **150 euros (cent cinquante euros)** par jour calendaire de retard courant de la découverte du sous-traitant à la transmission des documents de demande d'agrément du sous-traitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

9) En cas de dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites : il sera fait application d'une pénalité de **100 euros (cent euros)** par constat puis 50 euros par jour calendaire à compter du constat jusqu'à enlèvement par l'entreprise responsable.

10) Le titulaire devra opérer un repliement des installations de chantier et de remise en état des lieux : il assure le nettoyage des lieux après son intervention. Tout retard dans ce repliement donnera lieu à une pénalité de **50 € (cinquante euros)** par jour calendaire de retard constaté courant entre l'exécution effective et la réunion de levée des réserves.

11) En cas de non prise en considération des prescriptions du SPS : il sera appliqué une pénalité de **150 euros (cent cinquante euros)** par constatation. Si le titulaire n'a pas remédié à ses manquements il sera appliqué une pénalité de **200 euros (deux cents euros)** par rappel du SPS.

12) En cas de non transmission dans un délai de 72h du changement des interlocuteurs technique, administratif ou financier : il sera appliqué une pénalité de **500 € (cinq-cents euros)** par constatation à laquelle s'ajoute une pénalité de **150 euros (cent cinquante euros)** par jour calendaire de retard courant de la date de constatation du changement d'interlocuteur à la date de transmission des coordonnées du nouvel interlocuteur.

13) En cas de non transmission dans un délai de 15 jours des pièces relatives à un changement de dénomination, fusion absorption, ou de RIB : il sera appliqué une pénalité de **50 € (cinquante euros)** par jour calendaire de retard. Ce délai commence dès la parution dans un journal d'annonce légal.

5.2. Pénalités relatives au non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail

À défaut de correction, dans un délai fixé par l'Article L8222-6 du code du travail, des irrégularités constatées par le pouvoir adjudicateur ou par un agent de contrôle, le titulaire du marché s'expose, après mise en demeure, à la résiliation du marché à ses frais et risques ou à l'application d'une pénalité égale à 10% du montant du marché dans la limite, selon le cas incriminé, du montant maximum des amendes pouvant être encouru en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

6. RÉFACTIONS POUR CARENCE DE L'ENTREPRISE DANS L'EXECUTION DE SON MARCHÉ

Dans le cadre du présent marché, il est prévu des clauses de réfections, indépendantes des pénalités, afin de permettre à l'Université de solliciter le Maître d'œuvre pour des vacations ou interventions complémentaires en cas de défaillance de l'entreprise.

Les réfections pour carences de l'entreprise sur le projet ou pour le non-respect des instructions de la maîtrise d'œuvre, du Bureau de Contrôle, du Coordinateur SPS ou du cahier des charges seront appliquées s'il advenait que ce non-respect entraîne des prestations supplémentaires pour tout ou partie de la Maîtrise d'œuvre.

L'équipe de Maîtrise d'œuvre étant rémunérée pour effectuer sa mission dans le respect par l'entreprise des normes, des réglementations, ainsi que des clauses techniques et administratives du marché, les prestations complémentaires rendues nécessaires du fait du non-respect par l'entreprise de ces documents seront payées à l'équipe de Maîtrise d'œuvre par l'application de réfections sur le marché de l'entreprise.

Leur application sera décidée par le Maître d'Ouvrage qu'il y ait demande ou non de la Maîtrise d'œuvre pour l'application de ces réfections.

Leur application sera mise en œuvre par simple mail du responsable de projet de l'Université avec demande d'accusé de réception et de lecture faisant foi du bon envoi de l'application des réfections à l'entreprise.

En particulier, seront appliquées les retenues suivantes :

Visa des documents : Si le non-respect par l'entreprise des clauses techniques, administratives ou réglementaires sur les documents émis entraîne une troisième analyse de ceux-ci par l'équipe de Maîtrise d'œuvre, la retenue sur le marché de l'entreprise s'élèvera à 100 € H.T. pour chaque document émis et pour chaque membre de l'équipe de Maîtrise d'œuvre concerné. Cette clause ne vaut que si aucune modification de la nature des prestations n'a été demandée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre entre deux émissions de documents par l'entreprise.

Réception des ouvrages : Si les carences de l'entreprise lors des opérations préalables à réception entraînent leur ajournement, alors que celles-ci ont débuté, il sera appliqué à l'entreprise une réfaction de 500 € H.T. par membre de l'équipe de Maîtrise d'œuvre présent lors des opérations.

Levée des réserves : Si la non-levée des réserves par l'entreprise, lors de la visite de constat de levée des réserves après réception, génère des visites complémentaires par l'équipe de Maîtrise d'œuvre, il sera appliqué à l'entreprise une réfaction de 500 € H.T. par membre de l'équipe de Maîtrise d'œuvre présent et par déplacement. La nécessité d'effectuer des visites complémentaires sera décidée par le Maître d'Ouvrage sur la base des constats effectués par le Maître d'Œuvre.

Ces réfections sont totalement dissociées des pénalités pour retard et peuvent être appliquées sans qu'il y ait retard de l'entreprise dans la réalisation du projet.

7. RÉSILIATION

7.1. Résiliation du titulaire

Résiliation du marché par le pouvoir adjudicateur :

Elle peut intervenir à tout moment, pour un motif d'intérêt général, mettant ainsi fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci.

Par dérogation à l'article 50 du CCAG-Travaux, cette résiliation ne donne pas droit à indemnisation du titulaire pour le préjudice subi.

Résiliation en cas de redressement ou de liquidation judiciaire :

Le marché peut dans ce cas être résilié dans les conditions prévues à l'article L.622.13 du Code de commerce en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire comme prévu à l'article 51 du CCAG-Travaux.

Résiliation pour difficulté d'exécution du marché :

Le marché pourra être résilié lorsque des difficultés d'exécution rencontrées par le titulaire ou un fait ayant le caractère de la force majeure empêchent le titulaire d'exécuter la prestation.

Résiliation aux torts du titulaire :

Elle peut être prononcée aux torts du titulaire et à ses frais et risques soit en cas d'inexécution d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire sans qu'aucune indemnisation ne lui soit accordée.

Résiliation pour inexactitude des documents fournis :

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L2141-1 et L2141-4 1° et 3° de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique concernant les interdictions de soumissionner et des articles 2 et 3 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail, il pourra être fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire. Elle précise dans sa décision de résiliation si elle fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues aux frais et risques du titulaire. Le recours à l'exécution aux frais et risques du titulaire ne se fera qu'en cas de résiliation pour faute du titulaire ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à ne céder à aucune société, quel qu'en soit l'objet et notamment les sociétés de location financière, le présent marché. Aucune cession unilatérale du marché par le titulaire n'est acceptée, même tacitement et sans considération de délai par le groupement. Ce dernier pourra résilier purement et simplement le marché, à tout moment et sans indemnité ni frais, sans préavis ni accord du titulaire, en cas de non-respect par ce dernier de la présente stipulation.

La notification de la décision de résiliation du marché emporte résiliation immédiate sauf si cette décision prévoit une date d'effet ultérieure.

7.2. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

En cas de résiliation, le pouvoir adjudicateur précisera dans sa décision de résiliation s'il fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues aux frais et risques du titulaire.

Le recours à l'exécution aux frais et risques du titulaire ne se fera qu'en cas de résiliation pour faute du titulaire ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

8. ASSURANCES ET DOCUMENTS RELATIFS AU CODE DU TRAVAIL

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et deux ans après la dernière réception de l'ensemble des ouvrages, les attestations sur l'honneur et les déposer à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

1) Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché public et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché, aux tiers y compris les cocontractants.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Ces polices doivent comporter au minimum les garanties suivantes :

- Responsabilité civile professionnelle ;
- Tous dommages confondus ;
- Responsabilité décennale des constructions : conformément aux dispositions de l'article L241-1 du code des assurances, étendu à leurs sous-traitants.

Le contrat devra garantir le paiement des travaux de réparation de l'ouvrage à la réalisation duquel l'assuré a contribué lorsque la responsabilité de ce dernier est engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du Code civil, à propos de travaux de bâtiments, et dans les limites de cette responsabilité.

Les travaux de réparation notamment en cas de remplacement des ouvrages, comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires. À défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

Ces dispositions s'appliquent aux cotraitants et aux sous-traitants.

2) Code du travail

Le titulaire doit fournir :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises ;
- l'un des documents mentionnés à l'article D 8222-5-2° du Code du travail lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée ;
- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 du Code du travail, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 7 du présent CCAP.

9. MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE

9.1. Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

9.2. Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du pouvoir adjudicateur. Le titulaire doit en informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- un extrait Kbis original de moins de trois mois faisant apparaître la fusion ou l'absorption de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales (en application de l'article L2141-2 du code de la commande publique) ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner prévues aux dispositions de du même article ;
- une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;

- les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le pouvoir adjudicateur fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché public au nouveau titulaire.

10. MODIFICATION DU MARCHÉ – CLAUSES DE RÉEXAMEN

10.1. Modification du marché

Le présent marché peut être modifié dans les conditions fixées aux articles R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique et notamment en ce qui concerne les clauses de réexamen et les sujétions techniques imprévues. En conséquence, le titulaire est averti que les modifications suivantes pourront être apportées, en cours d'exécution du marché dans les cas suivants (liste non exhaustive) :

- modification des surfaces concernées,
- transformations ou améliorations des installations,
- modification des caractéristiques des installations et locaux,
- modification des conditions de fonctionnement,
- prise en charge ou abandon de matériels ou d'équipements...

10.2. Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de conclure des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire, conformément aux dispositions de l'article R2122-4 et R2122-7 du code de la commande publique. Si le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer les prestations qui lui sont commandées dans le respect des clauses du présent marché, il doit en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur et soumettre à son appréciation les justifications présentant un caractère de Force majeure.

11. SOUS-TRAITANCE

En application du Code de la commande publique, le titulaire ne peut sous-traiter, tout ou partie des prestations dont il est chargé d'assurer l'exécution sans autorisation écrite de l'administration contractante, sous peine de résiliation du marché de plein droit, et à ses torts exclusifs.

En cas de découverte d'un sous-traitant non agréé, les pénalités indiquées plus haut seront appliquées. Toute exécution d'une partie des prestations par un sous-traitant ne pourra commencer qu'après la notification de l'agrément de sous-traitance DC4 à l'entreprise titulaire.

L'Entrepreneur devra produire avec son offre la liste des sous-traitants, en indiquant leur qualification professionnelle et la nature des travaux qui leur seront confiés. Après la notification d'approbation du marché l'entrepreneur ne pourra modifier la liste des sous-traitants que sur justification et autorisation du Maître d'ouvrage.

12. DROIT, LANGUE, MONNAIE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. La monnaie de compte du marché est l'Euro. Le prix libellé en Euros restera inchangé en cas de variation de change.

13. VOIES DE RECOURS

Toute difficulté d'interprétation ou d'exécution du présent marché qui ne pourrait être résolue à l'amiable, sera soumise au tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75181 Paris Cedex 04. E-mail : greffe.ta.paris@juradm.fr. Tél. 01 44 59 44 00. Fax 01 44 59 46 46.

- Le référé précontractuel peut être introduit dans un délai de 16 jours à compter de la décision de choix de la personne publique jusqu'à la signature du marché.
- Le référé contractuel peut être introduit dans un délai de 6 mois à compter de la signature du marché, sauf publication au JOUE d'un avis d'intention de conclure le contrat ;
- Le recours indemnitaire peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de la décision explicite ou implicite de rejet de l'administration.

Le recours en excès de pouvoir peut être introduit dans les mêmes délais.

14. DÉROGATIONS AU CCAG-Travaux

Articles du CCAP dérogeant au CCAG-Travaux	Articles du CCAG-Travaux
5.1	19
7.1	50